

ILE DE LA REUNION TOURISME I.R.T

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2025

ILE DE LA REUNION TOURISME

I.R.T

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 4 rue Jules THIREL – Immeuble la balance, bâtiment B - 97 460 Saint-Paul

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association **Ile de la Réunion Tourisme (I.R.T)**,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Ile de la Réunion Tourisme (I.R.T)** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- **LITIGES**

Votre association constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges prud'homaux et aux rejets de dépenses de ses financeurs. Ces informations sont mentionnées en page 23 de l'annexe au paragraphe « Evénements significatifs – Autres informations significatives » ainsi qu'en page 33 au paragraphe « Provisions ». Nos travaux ont consisté à examiner les procédures en vigueur dans votre association pour leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

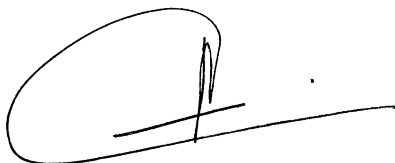
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

À Saint-Denis, le 26/06/2026

Le Commissaire aux Comptes :



David PINTO
Associé signataire

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similai...				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	1 693	1 187	505	675
Installations techniques, matériels et outillage industriels	1 020 810	744 015	276 795	131 931
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	20 174		20 174	8 080
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations	134 798	134 798		
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	1 067	1 067		
Autres immobilisations financières	99 914		99 914	84 644
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	1 278 456	881 068	397 388	225 330
STOCKS ET EN-COURS	8 477		8 477	153
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	8 324		8 324	
Avances et acomptes sur commandes	153		153	153
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	799 381	190 685	608 696	502 985
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	10 088 218	29 857	10 058 361	4 702 488
Charges constatées d'avance	280 688		280 688	236 134
Valeurs mobilières de placement				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	5 791 503		5 791 503	4 225 351
TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)	16 968 266	220 542	16 747 724	9 667 112
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)	18 246 722	1 101 610	17 145 113	9 892 442

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 217 709	249 080
Excédent ou déficit de l'exercice	219 686	374 827
SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	1 437 395	623 907
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	435 646	278 807
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	1 873 041	902 714
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	6 494	
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	6 494	
PROVISIONS		
Provisions pour risques	510 543	546 836
Provisions pour charges	1 567	
TOTAL PROVISIONS (III)	512 111	546 836
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		441 150
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 842 596	1 237 268
Dettes issues de legs ou de donations		
Dettes fiscales et sociales	3 767 515	3 812 706
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	638 400	879 771
Produits constatés d'avance	4 504 957	2 071 997
TOTAL DETTES (IV)	14 753 467	8 442 892
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	17 145 113	9 892 442

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Compte de résultat

Postes	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	25 065	24 885
Ventes de biens	841	
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	569 973	369 979
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	11 888 050	8 509 114
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	280 344	308 597
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	214 517	12 478
Autres produits	84 455	17 068
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	13 063 245	9 242 121
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	37 760	
Variation de stocks	-4 980	
Autres achats et charges externes	7 426 941	4 406 626
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	155 511	134 477
Salaires	3 521 555	3 046 195
Cotisations sociales	1 008 346	971 452
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	132 825	121 881
Dotations aux provisions	60 532	13 979
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	496 004	219 178
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	12 834 493	8 913 788
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	228 753	328 333
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	328	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	328	
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	7 461	28 666
Différences négatives de change		49
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Postes	2025	2024
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	7 461	28 715
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	- 7 133	- 28 715
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	221 620	299 618
Produits exceptionnels (V)		108 557
Charges exceptionnelles (VI)	1 934	33 348
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 1 934	75 209
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	13 063 574	9 350 678
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	12 843 888	8 975 851
EXCÉDENT OU DÉFICIT	219 686	374 827
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

Préambule

Introduction

Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **17 145 112,61 €**.

Le résultat net comptable est **un bénéfice** de **219 685,57 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Événements significatifs

Evénements post-clôture

Sans impact :

Le bâtiment de l'ancienne Fédération réunionnaise du tourisme a été détruit par un incendie survenu dans la nuit de mardi 28 au mercredi 29 avril. La continuité des activités a pu être mise en œuvre.

Autres informations significatives

- Fusion entre la FRT et l'IRT : celle-ci est intervenue lors de l'AG extraordinaire du 31 mars 2025. La fusion s'inscrit dans la démarche de création de l'EPIC et de la reprise par l'EPIC des activités exercées par l'IRT et le FRT. De fait, l'IRT maintient le principe de continuité d'exploitation dans les comptes.

- Litige 1 : par décision du 14 septembre 2022, la cour de cassation a renvoyé les parties devant la cour d'appel (arrêt de cassation). L'audience est prévue au cours du mois de mai/juin 2023. Un jugement de cour d'appel est intervenu le 29 février 2024 qui annule l'indemnité pour licenciement nu à hauteur de 90 000 euros. L'association a déjà versé la somme en 2022. Par conséquent et au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023, l'association a comptabilisé un produit à recevoir de 90 000 euros et procédé corrélativement à la dépréciation de la créance à 100% compte tenu du risque de non recouvrement.

-Litige 2 : par arrêt du 23 juin 2020, la cour d'appel a condamné l'association à :

- diverses indemnités : 147 142 euros,
- remboursement de six mois d'indemnités : 52 170 euros.

Le jugement étant exécutoire, l'IRT a réglé les indemnités en 2020. Au 31 décembre 2025, ils restent en provision le reversement à l'assurance chômage et les cotisations sociales afférentes sont provisionnées à 100%.

- Création de l'EPIC le 1er mai 2025 :

La structure a vocation à :

- Accompagner la mutation de l'offre, vers un tourisme vraiment ancré dans l'époque - durable, responsable et inclusif - et de ce fait une meilleure cohérence entre les missions de promotion/ marketing et les missions de développement ;
- Animer ce projet d'évolution du tourisme au plus près des territoires et créer les conditions pour une appropriation entière du tourisme par les réunionnais ;
- Valoriser les atouts distinctifs et l'attractivité de l'île, par le soutien aux aménagements et équipements touristiques publics, dans une approche territoriale équilibrée, préservant et valorisant ses biens naturels, en premier lieu ceux classés au patrimoine mondial ;
- Apporter de l'expertise et des éléments d'aide à la décision pour alimenter la politique touristique ;
- Construire des partenariats fertiles avec l'ensemble de l'écosystème du tourisme réunionnais, à travers sa gouvernance et les communautés de professionnels qu'il anime ;
- Développer la notoriété de l'île en s'appuyant sur une stratégie actualisée portée par le Schéma de Développement et d'Aménagement Touristique de la Réunion (SDATR).

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Description de l'entité

L'association « Ile de La Réunion Tourisme » a pour objet principal de concourir au développement et à la promotion du secteur touristique de la destination Réunion.

Elle exerce les compétences dévolues aux Comités Régionaux du Tourisme (CRT) et aux Comités Départementaux du Tourisme (CDT).

Elle concourt, pour le compte de la Région Réunion, à l'exécution de la politique du tourisme décidée par le Conseil Régional en concertation avec les partenaires institutionnels et les acteurs professionnels.

Elle constitue l'outil institutionnel chargé de la politique touristique en matière de Développement, d'Aménagement et de Promotion de La Réunion.

Missions :

Dans les limites des orientations stratégiques définies par la Région Réunion en matière de développement touristique et des moyens financiers alloués par la collectivité à cet effet, l'association conduit les actions suivantes afin de réaliser son objet :

- Mise en œuvre de campagnes de publicité on (supports en ligne) et off line (supports affichage, et de promotion des marchés, de relations publiques et relations presse ;
- Étude touristique, observation, veille et tendances des marchés ; elle assure ainsi le suivi de l'observation touristique et à ce titre le portage de l'Observatoire Régional du Tourisme ;
- Structuration des filières touristiques prioritaires ainsi que les moyens d'accompagnement (formation, accueil, etc.) ;
- Assistance à maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales en matière d'ingénierie touristique et accompagnement stratégique des projets touristiques publics et privés innovants ;
- Accompagnement des porteurs de projets et suivi de la qualité du ou des produits(s) (Labels, etc.)
- Coordination et gestion des actions de développement touristique (promotion, investissements...) de la destination Réunion sur les marchés locaux, régionaux, nationaux et internationaux ;
- Mise en œuvre d'actions, notamment dans le domaine des études, de la planification, de l'aménagement et de l'équipement, notamment des sites et itinéraires de pleine nature, des aides aux hébergements, assistances techniques à la commercialisation ainsi que la formation professionnelle ; il en assure par ailleurs, le suivi des actions engagées ;
- Mise en œuvre, animation et gestion des outils e-tourisme et digitaux ;
- Information touristique on et off line par tous moyens de communication ;
- Conduite d'actions de commercialisation et vente de produits et services touristiques, dans le respect de la réglementation et des textes en vigueur, dans le cadre de l'autorisation prévue à l'article II de la loi n°92-645 du 13 juillet 1992 et le décret 94-490 du 15 juin 1994.
- Le développement de l'accueil et de l'information touristique à caractère régional, notamment sur les portes d'entrée de la Destination, mission confiée par le conseil régional de la Réunion.
- La professionnalisation des acteurs du tourisme en lien avec les filières professionnelles régionales.
- L'assistance à ses adhérents dans leurs démarches qualité
- L'accompagnement des acteurs territoriaux à l'évolution de l'e-tourisme
- La commercialisation de prestations ou de services touristiques et des produits boutiques

Et de manière générale, tout moyen d'action conforme à son objet.

Dans le cadre de l'exercice des missions susvisées, le Président de la Région Réunion désignera un représentant de la collectivité régionale à titre d'observateur siégeant dans les différentes instances de l'association (Bureau, Assemblée Générale, Conseil d'Administration, etc.), ne disposant ni du droit de vote, ni du droit à participer à la prise de décision des instances précitées. Afin de réaliser ces actions, l'association des moyens humains et aussi matériels.

Elle emploie 66 personnes qui travaillent sur les différents projets en amont comme sur le terrain.

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

De plus, elle détient un site en France métropolitaine et un site en Allemagne. L'association dispose d'un site internet et de moyens informatiques (ordinateurs ...) pour réaliser ses travaux.

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06 ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	10 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	1 à 10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	1 à 5 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	1 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

État des provisions sur titres de participations :

Montant début d'exercice : 134 798 euros,
Augmentations/dotations : 0 euros,
Diminutions (montants utilisés) : 0 euros,
Diminutions (montants non utilisés) : néant,
Montant fin d'exercice : 134 798 euros.

Stocks

Les stocks sont évalués selon :

- La méthode premier entré, premier sorti (FIFO)
- La méthode du coût moyen unitaire pondéré (CUMP)

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Cas des disponibilités en devise :

Les liquidités disponibles en devises sont converties en euros sur la base du dernier cours de change précédent la clôture de l'exercice.

Les écarts de conversion sont directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Subventions

Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

Emprunts

Les frais d'émission d'emprunts sont le cas échéant comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les emprunts ont été octroyés.

Indemnité de départ à la retraite

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Lors de la fusion avec la FRT, l'IRT a harmonisé la méthode et a donc impacté le compte "report à nouveau" repris de la FRT du montant des indemnités de départ à la retraite inscrit au passif. Le montant est de 85 889 euros.

Le montant d'engagement d'indemnités de fin de carrière à la clôture de l'exercice 2025 s'élève à 825 513 € selon la méthode retenue PBO.

Les hypothèses retenues sont ; Départ à taux plein, tum over faible, table de mortalité de l'INSEE 2024, évolution des rémunérations 1%, départ volontaire du salarié à 100%. Le taux d'actualisation retenu est de 3,60 %.

Changements de méthodes

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, **ILE DE LA REUNION TOURISME** présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

Ce règlement entraîne des modifications dans la présentation et, le cas échéant, dans la comptabilisation de certains postes des comptes annuels.

Ce changement de réglementation n'a eu aucune incidence sur la situation nette et n'a aucune incidence sur les fonds associatifs d'ouverture de l'exercice. Les principaux changements pour l'association se résument à :

- une modification de la nomenclature comptable : suppression du compte 777000 (quote-part des subventions d'investissement virée au résultat), avec imputation directe des quotes-parts en classe 74, notamment 747000 (subventions d'exploitation diverses),
- une modification de la nomenclature comptable : suppression de la technique du transfert de charges,
- un nouveau modèle de présentation du bilan avec charges constatées d'avances incluses dans les créances,
- un nouveau modèle de présentation du compte de résultat avec regroupement des charges et produits exceptionnels sur deux lignes distinctes.

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2022-06, ce changement de méthode a été appliqué rétrospectivement avec retraitements des comptes comparatifs de l'exercice précédent.

Les comptes de l'exercice précédent ont donc été retraités afin d'assurer la comparabilité. Conformément à l'article 27 du règlement, ANC 2022-06, le bilan et le compte de résultat arrêtés au titre de l'exercice 2024 sont présentés à la fin de l'annexe en partie "Comptes annuels 2024 IRT".

SARL AUDIRE
Société de Commissariat aux comptes
3 Rue Crémont
97400 SAINT-DENIS
Tél : 0262 94 89 19
Mail : contact@audire.re
Siret : 501 536 619 00023 - APE 6920Z

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences	43 270	28 624	71 894	
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles		6 746	6 746	
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	1 693			1 693
Installations techniques, matériel et outillage	105 745	79 798	6 206	179 337
Autres immobilisations corporelles	702 007	502 793	363 328	841 473
Immo. en cours, avances et acomptes	8 080	12 094		20 174
Immobilisations financières				
Participations	134 798			134 798
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts	1 067			1 067
Autres immobilisations financières	84 644	15 270		99 914
TOTAL	1 081 304	645 325	448 174	1 278 456

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et de R&D			43 270	28 624	71 984	
Concessions, brevets & licences						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles			1 018	6 915	6 746	1 187
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage			178 164	290 577	107 281	361 460
Autres immobilisations corporelles			497 657	147 589	262 630	382 556
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			720 108	473 705	448 641	745 202

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de R&D				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	134 798			134 798
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts	1 067			1 067
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	190 685			190 685
Autres créances	101 765		71 908	29 857
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL	428 315		71 908	356 407

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent

(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice

(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts	1 067		1 067	
Autres immo. financières	99 914		99 914	
Clients douteux	3 357	3 357		
Autres créances clients	796 024	796 024		
Personnel et comptes rattachés	43 121	43 121		
Sécurité sociale et autres org. sociaux	57 454	57 454		
Impôts sur les bénéfices				
TVA	5 676	5 676		
Autres impôts				
Divers	7 698 821	7 698 821		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	2 283 145	2 283 145		
Charges constatées d'avance	280 688	280 688		
TOTAL	11 269 267	11 168 286	100 981	
Prêts accordés en cours d'exercice	2 134			
Rembours. obtenus en cours d'exercice	1 067			
Prêts et avances consentis aux associés				

Le poste "Divers" regroupe notamment les subventions à recevoir.

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	280 688	Exploitation
TOTAL	280 688	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	249 080	374 827	593 802		1 217 709
Excédent ou déficit de l'exercice	374 827	-374 827	219 686		219 686
TOTAL	623 907		813 488		1 437 395
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	278 807		156 839		435 646
Provisions réglementées					
TOTAL	278 807		156 839		435 646
TOTAL GÉNÉRAL	902 714		970 326		1 873 041

Fonds dédiés

Rubriques	Début d'exercice	Reports	Utilisations montant global	Utilisations dont rembours.	Transferts (A)	Cloture Montant global (B)	Clôture projets sans dépense
Subventions d'exploitation							
Conseil Départemental		241 028	234 534			6 494	6 494
TOTAL		241 028	234 534			6 494	6 494
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL		241 028	234 534			6 494	6 494

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non- utilisées	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques	546 836	259 600	10 935	28 339	512 111
TOTAL	546 836	259 600	10 935	28 339	512 111

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

- Les provisions pour risques et charges comprennent :
- Litiges prud'hommaux : 101 KE correspondant aux sommes dues ainsi que les cotisations sociales.
 - Risque de non recouvrement d'une créance salariale : 90 KE,
 - Risque de reversement salarial : 46 KE,
 - Risques estimés sur des rejets de dépenses FEDER 2020 pour 16 KE.
 - Risques estimés sur des rejets de dépenses FEDER 2022 pour 182 KE.
 - Risques estimés sur des rejets de dépenses FEDER 2024 pour 13 KE.
 - Risques estimés sur des rejets de dépenses FEDER 2025 pour 60 KE.

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	5 842 596	5 842 596		
Personnel et comptes rattachés	327 132	327 132		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	511 105	511 105		
Impôts sur les bénéfices				
TVA	2 528	2 528		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 936 461	2 936 461		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	628 690	628 690		
Produits constatés d'avance	4 504 957	4 504 957		
TOTAL	14 753 467	14 753 467		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Les dettes fiscales et sociales comprennent notamment des trop perçus à reverser à la Région sur les financements reçus au titre des exercices 2014 à 2023 pour un montant global de 2 631 061 euros. Par courrier du 6 juin 2020, l'association a demandé à la Région la remise gracieuse pour les années 2014 et 2015 soit respectivement 59 249 euros et 142 913 euros.

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	4 504 957	Exploitation
TOTAL	4 504 957	

La subvention de la Région couvre la période du 1er janvier 2025 au 30 septembre 2026.
La fraction non consommée au 31 décembre 2025 a été neutralisée en produit constaté d'avance.

Informations relatives au compte de résultat

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques	France	Étranger	Total
Chiffre d'affaires	569 973		
TOTAL	569 973		

Concours publics et subventions

Rubriques	Union européenne	État	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	3 476 436		8 490 478		900	11 967 814
Subventions d'investissement			148 313			148 313
TOTAL	3 476 436		8 638 791		900	12 116 127

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	2 450 455	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	325 899	
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés	101 029	
Etat - charges à payer	184 459	
TOTAL	3 061 842	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Organismes sociaux - Produits à recevoir	21 920	
Etat - Produits à recevoir	95 325	
Fnr, RRR	2 157 364	
TOTAL	2 274 609	

Honoraires des commissaires aux comptes

Honoraires	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Afférents à la certification des comptes	16 915	
Afférents aux services autres		
TOTAL	16 915	

Opérations et engagements envers les organes d'administration de direction ou de surveillance

Information sur les rémunérations

Rémunérations des trois plus hauts cadre dirigeants (Loi n°2006-586 du 23 mai 2006, art 20) :

L'association n'employant qu'un seul cadre dirigeant sur l'exercice 2025, pour des raisons de confidentialité, cette information n'est pas diffusée.

Informations relatives à l'effectif

Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Effectif moyen employé pendant l'exercice
Ouvriers	
Employés, techniciens, agents de maîtrise	43
Cadres et ingénieurs	23
TOTAL	66

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	43 270	43 270		
Immobilisations corporelles				
<i>Constructions</i>	1 693	1 018	675	844
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	105 745	84 499	21 246	30 232
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	702 007	591 322	110 685	167 995
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	8 080		8 080	14 535
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	134 798	134 798		
<i>Prêts</i>	1 067	1 067		
<i>Autres immobilisations financières</i>	84 644		84 644	84 644
Total I	1 081 304	855 974	225 330	298 251
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	153		153	153
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	693 671	190 685	502 985	529 540
<i>Autres créances</i>	4 804 253	101 765	4 702 488	2 339 885
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	4 225 351		4 225 351	4 589 253
<i>Charges constatés d'avance</i>	236 134		236 134	168 394
Total II	9 959 562	292 450	9 667 112	7 627 225
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	11 040 866	1 148 424	9 892 442	7 925 476
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	249 080	210 450
Excédent ou déficit de l'exercice	374 827	38 630
Situation nette (sous-total)	623 907	249 080
Subventions d'investissement	278 807	351 894
Total I	902 714	600 974
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés		12 478
Total II		12 478
PROVISIONS		
Provisions pour risques	546 836	672 564
Total III	546 836	672 564
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	441 150	
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	316 059	374 947
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 237 268	990 852
Dettes fiscales et sociales	3 812 706	4 654 452
Autres dettes	563 712	589 210
Produits constatés d'avance	2 071 997	30 000
Total IV	8 442 892	6 639 461
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	9 892 442	7 925 476
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	8 126 832	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	441 150	
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	394 864	325 268
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	8 509 114	7 907 127
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	308 597	620 147
Utilisation des fonds dédiés	12 478	8 139
Autres produits	17 068	31 197
Total I	9 242 121	8 891 878
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	4 406 626	3 892 520
Impôts, taxes et versements assimilés	134 477	130 592
Salaires et traitements	3 043 118	2 866 580
Charges sociales	974 529	922 955
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	121 881	146 150
Dotations aux provisions	13 979	386 640
Reports en fonds dédiés		23 913
Autres charges	219 178	668 805
Total II	8 913 788	9 038 153
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	328 333	-146 275
PRODUITS FINANCIERS		
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	28 666	18 791
Différences négatives de change	49	
Total IV	28 715	18 791
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-28 715	-18 791

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	299 618	-165 066
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		90 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	108 557	121 234
Total V	108 557	211 234
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	27 193	206
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	6 155	7 332
Total VI	33 348	7 538
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	75 209	203 696
Total des produits (I+III+V)	9 350 678	9 103 112
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	8 975 851	9 064 482
EXCEDENT OU DEFICIT	374 827	38 630